

Le Conseil fédéral vante son bilan après une année de guerre et promet 140 millions d'aide en plus

# BERNE PINGRE AVEC KIEV?



« GUILLAUME CHILLIER

**Soutien à l'Ukraine** » «Oui, la Suisse en fait assez», martèle Ignazio Cassis. Le conseiller fédéral est sur la défensive. Il vient d'annoncer un nouveau paquet d'aide à l'Ukraine et aux pays voisins de 140 millions de francs et pourtant, c'est la pingrerie de la Suisse qu'on lui jette au visage. Vrai que selon un classement de l'Institut de l'économie mondiale de Kiel, en Allemagne, la Suisse n'a promis «que» 242 millions d'euros à l'Ukraine, soit 0,034% de son PIB (produit intérieur brut). Ce dernier chiffre la place 33<sup>e</sup> sur la quarantaine de pays soutiens de l'Ukraine. Plutôt gênant pour un pays qui vante sa tradition humanitaire...

Face à la presse, Ignazio Cassis doit se justifier à plusieurs reprises et en plusieurs langues. «La Suisse est un pays fédéraliste et nous n'avons pas de chiffres complets sur tout ce qui est réalisé ici. Il y a la Confédération, mais aussi les cantons, les communes, les privés et la société civile.» Par exemple, l'institut ne prend pas en compte l'apport de la Chaîne du bonheur, qui a récolté plus de 130 millions de francs pour l'Ukraine en 2022.

## Ecoles et hôpitaux

Le chef du Département des affaires étrangères revendique aussi les actions immatérielles de la Suisse. «Il y a d'autres éléments qui pèsent dans la balance: le rôle diplomatique de la Suisse, son travail de constructeur de ponts, ou encore le processus de reconstruction lancé avec la Conférence de Lugano.» Aussi, la Suisse est un des seuls pays du classement à ne pas fournir d'aide militaire, ce qui pèse lourd dans les calculs.



Ignazio Cassis et Alain Berset sont venus annoncer une rallonge pour l'aide en Ukraine et défendre le bilan de la Confédération à ce sujet. Keystone

Retour aux 140 millions de francs supplémentaires, dont une centaine devra obtenir l'aval du parlement et qui ne sont pas encore pris en compte par l'institut. «Ils doivent permettre par exemple la construction d'abris pour les écoles, la réparation d'hôpitaux et de l'infrastructure énergétique, mais aussi de petits crédits destinés aux PME agricoles, le déminage ou encore du soutien

psychosocial», se réjouit Ignazio Cassis.

Ce montant vient s'ajouter aux 270 millions de francs déjà débloqués et au plus d'un milliard de francs dépensés par la Suisse dans l'accueil de quelque 75 000 Ukrainiens, bénéficiaires du statut S. Le Conseil fédéral relève aussi les plus de 1000 tonnes de matériel de secours acheminées en Ukraine et 4765 tonnes de denrées alimentaires achetées

sur place et distribuées à la population. Bref: il dresse son bilan et, pour lui, il est plutôt bon.

## Critiques du parlement

«Non, il n'est pas bon», rétorque le conseiller national UDC Pierre-André Page. Pour le Fribourgeois, la Suisse a vu en une année sa neutralité bradée par la reprise des sanctions européennes et permettre la réexportation des armes, comme l'envisage le par-

lement, «ferait perdre toute crédibilité à notre pays sur la scène internationale». «Et puis, nous avons déjà dépensé beaucoup d'argent dans un accueil des réfugiés nettement plus généreux que celui de nos voisins», commente l'élu.

Il pointe aussi une contradiction: les temps sont durs et il faut faire des économies. «Il est important d'aider les Ukrainiens et d'assurer un soutien humani-

taire, mais il faut être conscient que cette aide finira par peser sur d'autres domaines comme l'agriculture ou la viticulture.»

Pour la centriste Christine Bulliard-Marbach, le bilan du Conseil fédéral est là aussi mitigé. D'un côté, Berne n'a pas de robinet d'aide qui peut couler éternellement. De l'autre, elle pourrait en faire davantage, même «si on n'en fait jamais assez dans ce type de catastrophe». Comme le Parti libéral-radical, la Fribourgeoise salue toutefois l'annonce des 140 millions de francs. «Cette aide est vraiment bienvenue. Ici, peu de monde se rend compte que le drame se poursuit en Ukraine. Il est donc très important que la Suisse maintienne son soutien.» Quant au classement de l'Institut Kiel, elle n'en a cure. «La Suisse est un pays aisé. Pour être correct, le calcul devrait prendre en compte l'énorme aide des privés et de la société civile.»

**«Peu de monde se rend compte ici que le drame se poursuit en Ukraine»**

Christine Bulliard-Marbach

Enfin, l'écologiste Nicolas Walder critique un Conseil fédéral bien trop proche de ses sous. «Nous n'aidons pas militairement l'Ukraine, ce qui est normal pour des questions de neutralité, mais cela doit nous obliger à faire beaucoup plus dans les autres domaines comme l'humanitaire. Et nous n'en faisons pas assez», tonne le conseiller national.

D'ailleurs, le Genevois relève que dans les 140 millions de francs, seuls 92 millions seront nouvellement débloqués. «Le reste est pris dans des programmes d'aide prévus ailleurs, où il y a également d'importants besoins. La guerre a provoqué une flambée des prix des céréales ou de l'énergie dans d'autres pays qui souffrent déjà énormément, en particulier sur le continent africain. C'est inacceptable.» >>

## «DÉTRESSE HUMANITAIRE ÉNORME»

### Fortement engagé pour les victimes de la guerre, Caritas salue l'aide humanitaire supplémentaire prévue par le Conseil fédéral.

Avec environ 20 millions de francs engagés dans 60 projets en Suisse et à l'étranger, Caritas ne ménage pas ses efforts pour soutenir les personnes victimes de la guerre en Ukraine. L'organisation lançait hier un appel afin de souligner la nécessité de poursuivre l'aide aux victimes du conflit et de leur offrir des perspectives à long terme en Suisse. Dans ce contexte, Caritas salue l'annonce du Conseil fédéral d'accroître l'aide de 140 millions de francs (lire ci-dessus). «La détresse humanitaire dans les régions touchées est énorme», rappelle Andreas Lustenberger, membre de la direction de Caritas Suisse.

Mais ce montant est-il suffisant? Selon un classement établi par

l'Institut d'économie mondiale basé à Kiel en Allemagne, la Suisse ne pointe que dans les profondeurs du classement des pays donateurs, selon la part de leur PIB consacrée à l'aide humanitaire à l'Ukraine (lire ci-dessus). Préférant ne pas polémiquer sur cette question, Andreas Lustenberger répond: «Il n'est pas possible pour Caritas de comparer l'engagement des différents pays. Nous travaillons très bien avec le gouvernement fédéral depuis le début de la crise. Tout engagement supplémentaire est à saluer.»

Car les besoins restent importants. Parmi les priorités, le responsable cite le maintien des infrastructures qu'il juge «crucial pour la population» ainsi que l'aide de base pour les plus vulnérables. Sur place, parmi ses différentes activités, l'organisation distribue quotidiennement des rations alimentaires aux

populations touchées par la guerre. Et ce soutien concerne également les personnes qui ont trouvé refuge dans les pays voisins.

**20 millions**

En francs, la somme engagée par Caritas dans l'aide à l'Ukraine

En outre, Caritas fournit une aide d'urgence hivernale («Warm 4 Winter»), avec assistance financière, réparation de logements et soutien psychologique. Ce programme se concentre dans le sud-est de l'Ukraine, dans les régions de Kharkiv, Mykolaïv, Zaporijia, Dnipropetrovsk et Kherson.

En Suisse également, l'organisation vient en aide aux réfugiés. «Le soutien à l'intégration par l'apprentissage de la langue, par l'accès au marché du travail et le soutien pour les questions de santé physique et psychique sont prioritaires», énumère Andreas Lustenberger.

Mais pour Caritas, il est nécessaire d'aller plus loin. «Comme aucune solution pacifique n'est actuellement en vue, il faut une perspective de séjour pour les personnes concernées. Il faut partir du principe que les personnes en fuite resteront encore plus longtemps chez nous en Suisse. C'est pourquoi Caritas demande que le statut de protection S soit transformé en autorisation de séjour B au bout de deux ans déjà, et non de cinq comme prévu», soutient le responsable. >>

SEVAN PEARSON

## BERNE PERSISTE ET SIGNE SUR LE SUJET DES ARMES

Le Conseil fédéral n'a aucunement l'intention de revoir sa copie sur la question controversée des réexportations d'armes suisses par le biais de pays tiers. La voie militaire n'est pas la bonne pour la Suisse, ont répété le président de la Confédération Alain Berset et le chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) Ignazio Cassis mercredi face aux médias. La Suisse ne peut pas intervenir militairement, de quelque manière, ont souligné les deux conseillers fédéraux lors d'une conférence de presse consacrée à l'Ukraine. Les deux ministres étaient interrogés suite à la décision d'une commission parlementaire d'ouvrir mardi la porte à d'éventuelles réexportations d'armes ou de munitions, sous conditions.

«Le Conseil fédéral est persuadé que la voie militaire n'est pas la bonne. Ce n'est pas dans la tradition suisse.» Sur le plan de la quantité de matériel éventuellement livré, «les quantités seraient insignifiantes», a dit Ignazio Cassis.

Et ce serait hautement problématique en regard de la neutralité helvétique. «Nous n'irons pas sur la voie de l'exportation ou de la réexportation d'armes», selon le président de la Confédération Alain Berset. AT5